

Fonds pour l'adaptation

AFB/B.1/4
29 février 2008

Conseil du Fonds pour l'adaptation
Première réunion
Bonn, 26-28 mars 2008

Point 5 de l'ordre du jour

FONCTIONS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DU FONDS POUR L'ADAPTATION

1. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation (le Conseil) est chargé de superviser et gérer le Fonds pour l'adaptation, et rend compte à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto.
2. Conformément aux fonctions qui lui sont assignées par la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto, et pour s'acquitter de ces fonctions, le Conseil :
 - a) définit des priorités, des politiques et des modalités stratégiques, et les recommande pour adoption à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
 - b) définit et arrête des politiques et des modalités opérationnelles spécifiques, notamment des orientations de programmation et des modalités de gestion administrative et financière, conformément à la décision 5/CMP.2, et en rend compte à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
 - c) approuve et examine périodiquement les critères applicables aux opérations du Fonds sur la base des principes fondamentaux énoncés à la décision 5/CMP.2 afin de s'assurer que :
 - i) une part des fonds provenant d'activités certifiées est utilisée pour couvrir les dépenses administratives, et pour aider les pays en développement Parties qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes des changements climatiques ;
 - ii) les pays remplissant les critères d'admissibilité ont un accès équilibré et équitable aux ressources du Fonds ;
 - iii) la gouvernance des activités du Fonds répond à des principes de transparence et d'ouverture ;
 - iv) le financement est calculé sur la base du coût intégral de l'adaptation pour les projets et programmes visant à remédier aux effets néfastes des changements climatiques ;
 - v) le Fonds est comptable de la gestion, de l'exploitation et d'utilisation de ses ressources ;
 - vi) tout double emploi des ressources avec les autres sources de financement des activités d'adaptation est évité ; et
 - vii) la gestion, le fonctionnement et la gouvernance du Fonds sont efficaces tant du point de vue des coûts que des résultats ;
 - d) définit et examine périodiquement les modalités de fonctionnement du Fonds, qui respectent les modalités suivantes énoncées à la décision 5/CMP.2 :

- i) un financement pourra être accordé aux Parties remplissant les critères d'admissibilité pour des activités à l'échelle nationale, régionale et communautaire ;
 - ii) des procédures seront prévues pour faciliter l'accès aux fonds, y compris des cycles courts et efficaces d'élaboration et d'approbation des projets et un traitement accéléré des activités admissibles ;
 - iii) les projets devraient être impulsés par les pays et reposer clairement sur les besoins, les vues et les priorités des Parties remplissant les critères d'admissibilité en tenant compte, entre autres, des stratégies nationales de développement durable, des stratégies de réduction de la pauvreté, des communications nationales, des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation et d'autres instruments pertinents, le cas échéant ;
 - iv) un financement sera accordé à des projets et programmes concrets d'adaptation dans les pays remplissant les critères d'admissibilité ;
 - v) des contributions pourront être reçues d'autres sources ;
 - vi) le Fonds aura compétence en matière d'adaptation et de gestion financière ;
 - vii) la gestion financière sera appropriée, et s'appuiera notamment sur des normes fiduciaires internationales ;
 - viii) les responsabilités concernant l'assurance de qualité, la gestion et l'exécution seront clairement définies ;
 - ix) le Fonds fera l'objet d'un contrôle, d'une évaluation et d'audits financiers indépendants ;
 - x) l'apprentissage par la pratique.
- e) établit des critères pour s'assurer que les institutions et établissements d'exécution sont à même d'appliquer les modalités de gestion administrative et financière du Fonds, et en rend compte à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
 - f) se prononce sur les projets, notamment en ce qui concerne l'allocation de ressources, dans le respect des principes, critères, modalités, politiques et programmes du Fonds, conformément à la décision 5/CMP.2 ;
 - g) élabore et approuve le règlement intérieur du Conseil et le recommande pour adoption à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
 - h) suit et examine les opérations du Fonds, notamment les modalités administratives qu'il applique et les dépenses qu'il engage, et recommande, le cas échéant, des décisions pour adoption par la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;

- i) établit, si besoin est, des comités, des groupes d'étude et des groupes de travail afin notamment de fournir des avis d'expert au Conseil et l'aider à s'acquitter de ses fonctions ;
- j) met à profit les compétences auxquelles le Conseil peut faire appel dans l'exercice de ses fonctions ;
- k) examine régulièrement les rapports sur l'exécution des activités financées par le Fonds et, le cas échéant, veille à ce qu'elles soient soumises aux évaluations et audits indépendants nécessaires ;
- l) confie des missions et des responsabilités bien déterminées au Secrétariat ;
- m) examine et approuve le budget administratif du Secrétariat et prend les dispositions nécessaires à la conduite périodique d'audits des états financiers et de la performance du Secrétariat et des institutions et établissements d'exécution en ce qui concerne les activités financées par le Fonds ;
- n) prépare et approuve les dispositions juridiques et administratives relatives aux services de Secrétariat et d'Administrateur, et les soumet, en vue de leur adoption, à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
- o) Veille à la monétisation des unités de réduction certifiée des émissions délivrées par le comité exécutif du Mécanisme pour un développement propre et remises au Fonds pour l'adaptation en vue d'aider les pays en développement particulièrement exposés aux effets néfastes du changement climatique à financer le coût de l'adaptation nécessaire ; dans ce rôle, il :
 - i) assure la prévisibilité des recettes du Fonds pour l'adaptation ;
 - ii) optimise les recettes du Fonds pour l'adaptation tout en limitant les risques financiers ;
 - iii) veille à la transparence et monétise les crédits d'émission certifiés le plus efficacement possible, en faisant appel aux compétences voulues à cette fin ; et
 - iv) rend compte chaque année à la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto, de la monétisation des unités de réduction certifiée des émissions.
- p) rend compte de ses activités à chaque session de la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto ;
- q) fait notamment figurer à son plan de travail, pendant la période couverte par les quatre premières sessions de la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto, les missions et tâches énumérées aux

alinéas a), b), c), d), g), m) et n) du paragraphe 2 ci-dessus afin que ladite Conférence les adopte ou en prenne note.

3. Le Conseil se réunit conformément à son règlement intérieur, approuvé par la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto.